RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

Première Circonscription

CANDIDAT NATIONAL ET INDÉPENDANT

Electrices, électeurs,

JE SUIS UN HOMME LIBRE,

Je me présente à vos suffrages sans investiture de parti. L'investiture n'est pas le résultat du dictat de comités plus ou moins responsables, mais le résultat de **VOTRE** volonté. Le scrutin uninominal permet au peuple de se libérer de l'emprise des partis. **Les « professionnels » de la politique représentent le passé.**

Ce passé, vous l'avez aboli par votre réponse au referendum.

Votre oui massif signifiait votre volonté de **CHANGEMENT.**

Vous serez logiques en envoyant au Parlement des hommes **NEUFS.**

SEULS LES HOMMES NEUFS FERONT DU NEUF.

Seuls, ils rétabliront un climat de propreté et régénèreront les mœurs politiques.

Je ne tenterai pas de vous tromper par des promesses mensongères. Toute ma vie, toute ma carrière témoignent pour moi. Contrairement aux élus qui ne s'intéressent aux électeurs qu'**UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS,** pour piper leur suffrage, **je maintiendrai le contact avec vous** par des entretiens, des consultations, des sondages, des visites et des réunions, pour être certain de ne jamais trahir mon mandat.

Ma profession (que je ne cesserai d'exercer) vous garantit que je resterai toujours proche de vous.

SANS FIDÉLITÉ, TOUT PROGRAMME EST UNE IMPOSTURE.

Ma fidélité seule donne un sens au programme que je vous soumets :

LE POLITIQUE

a) **La Patrie.**

Je suis national. Je servirai les intérêts de la France, son indépendance, son prestige, son rayonnement. **J'approuve et je soutiendrai l'œuvre de redressement du Général de Gaulle.**

Je défendrai une politique qui, sans renier l'Occident, sauvegardera notre indépendance **envers nos amis** comme **envers nos ennemis.** Il ne faut plus confondre alliances et asservissement. **Le monde doit comprendre que la France est un élément capital de l'équilibre des forces et, par conséquent, de la paix.**

b) **L'Algérie.**

L'Algérie, par sa réponse au referendum, a manifesté sa volonté de rester française. Le rétablissement de la paix est maintenant une espérance proche. La paix sera, pour cette terre libérée de la peur, le commencement de la prospérité. Le plan de 5 ans annoncé par le Général de Gaulle et l'ensemble des mesures prises sur place fournissent les éléments d'une solution.

Je plaiderai pour l'Algérie, **la fraternité et le relèvement du niveau de vie** des populations. Mais nous règlerons nos problèmes en famille. Je demanderai que la France rejette tout chantage, toute pression, toute ingérence de l'Etranger.

Dans le monde moderne, l'indépendance politique est illusoire sans indépendance énergétique. Le pétrole saharien représente, pour la France, une triple espérance : l'indépendance, la prospérité des populations locales, la création de débouchés pour le surplus de jeunes qui, dès 1960, réclameront du travail. **L'Algérie est la chance de la France.**

LE SOCIAL

a) **La famille.**

La famille est la cellule fondamentale de la société. Je rappellerai sans cesse aux pouvoirs publics leurs devoirs envers elle. La famille ne peut former des hommes que si le chef de famille rapporte à la maison des revenus suffisants et que **la femme reste l'âme du foyer.** Ce n'est possible qu'en rendant aux familles leur dû — c'est-à-dire **en majorant les allocations familiales.** On ne peut contester le principe de cette majoration . elle est conforme à la loi.

Je soutiendrai l'action des Caisses pour une majoration des allocations familiales.

b) **Le logement.**

Le logement conditionne l'entente, la santé et le bonheur des familles. Le bien-être est incompatible avec le taudis. **La France, en cette matière, a cinquante ans de retard.** Il faut que les maisons se multiplient plus vite que les naissances.

c) **L'enseignement.**

Je défendrai la liberté de l'enseignement.

— La liberté est inscrite au fronton de nos monuments. Mais la première liberté est celle des parents de choisir l'école de leurs enfants. La France doit résoudre des questions de vie ou de mort. Elle ne peut se permettre le luxe de querelles subalternes.

Je refuse toute ségrégation entre membres d'une même patrie, recevant les mêmes feuilles d'impôt et les mêmes fascicules de mobilisation.

— Le rythme des naissances encombre chaque année un peu plus les écoles. Les maîtres, les installations, les locaux manquent. Or la France a plus que jamais besoin de former les corps et les esprits de ses enfants. Ce n'est pas le moment de faire de l'école un prétexte de division.

Je demanderai que tous les enseignements coopèrent pour donner au pays les centaines de milliers de techniciens qui lui sont nécessaires.

d) **La jeunesse.**

— La France est redevenue le peuple le plus jeune d'Europe. Elle possède ainsi dans son jeu une carte maîtresse. Je militerai pour que l'Etat reconnaisse l'importance de la jeunesse dans la nation. **Le rajeunissement de la population doit impliquer le rajeunissement de la politique.**

— Etant médecin, la santé publique est mon souci constant. Mais il vaut mieux prévenir que guérir, et la jeunesse, en se faisant des muscles et des poumons, régénèrera la nation. Je militerai pour que la France soit un peuple sportif. Je demanderai que l'on consacre à ce but tout l'argent nécessaire : car la maladie coûte encore plus cher que le sport.

Je réclamerai des stades, des piscines et des camps.

L'ÉCONOMIQUE

a) **Le franc.**

L'inflation est l'ennemie du travailleur.

Le progrès social suppose une monnaie saine. Majorer les salaires est vain si chaque majoration s'accompagne d'une diminution du pouvoir d'achat. Rien ne sert au salarié d'empocher plus de francs, si chaque franc vaut, chaque jour, un peu moins. **Le principal service que l'on puisse rendre au travailleur est de revaloriser le franc.**

b) **La fiscalité.**

L'impôt est mal conçu, mal perçu, mal réparti.

Les spécialistes eux-mêmes finissent par se perdre dans le maquis des textes. Cette confusion rend la fraude fatale, facile et insaisissable. Elle entraîne l'iniquité, pénalise le travail et rejette sur certains les obligations de tous. Il faut clarifier et simplifier.

Je réclamerai la réforme de la fiscalité.

c) **La décentralisation.**

L'équilibre des provinces françaises est rompu. Des centres surpeuplés monopolisent la production, pendant que certaines régions monopolisent la misère.

Je conseillerai l'implantation des industries sur les points critiques, la formation sur place des cadres et techniciens, le retour en province d'entreprises parisiennes, et la répartition du crédit sur l'ensemble du territoire.

d) **L'agriculture.**

La grande masse du peuple français est paysanne.

Le paysan doit pouvoir compter sur ses rentrées, prévoir ses recettes, et faire des projets. La modernisation de l'agriculture nécessite d'énormes investissements. **Elle exige une politique à long terme.** Il faut que l'agriculture, comme l'industrie, connaisse par avance ses prix.

Je défendrai des prix agricoles indexés sur les prix industriels.

— Le marché commun confrontera sous peu les productions. Les risques sont certains. **Je soutiendrai toute mesure protégeant l'agriculture française contre ces risques.**

Je ne sollicite pas un mandat pour faire de la politique mon métier. Je suis médecin, je le resterai. Ma profession suppose une véritable vocation et un esprit de service. Je ne cherche, en posant ma candidature, qu'à servir plus pleinement une population à laquelle je me dévoue depuis vingt ans.

Enfant du terroir, et même de la circonscription, je serai, au Parlement, une authentique voix de la Bourgogne dans le concert des provinces françaises.

VOTEZ Docteur Pierre MOREAU.

Je précise une fois de plus que, même élu, je continuerai d'exercer dans les mêmes conditions.

IMP. COQUART FRÈRES, 72, RUE J.-J.-ROUSSEAU. - DIJON